

## Lock-down à La Cité collégiale



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 11 avril 2008 à 15:18

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La Cité collégiale (LCC) a procédé à un lock-down par mesure préventive, jeudi midi, une procédure qui consiste à barricader les personnes à l'intérieur de la pièce où ils se trouvent, après avoir reçu un appel du Service de police d'Ottawa. Peu avant midi, un conducteur d'autobus d'OC Transpo a alerté le Service de police après avoir aperçu une bagarre entre trois personnes à l'intersection des rues Den Haag et Carson. L'appel faisait aussi état qu'un d'entre eux possédait une arme.

La police a procédé à l'arrestation de trois personnes, des adolescents, deux gars et une fille, sur le chemin Bathgate peu après midi, et a trouvé une imitation de fusil.

LCC était préparée puisqu'elle a augmenté la sécurité et procédé à un exercice du genre l'an dernier.

«On ne peut pas prendre des chances lorsqu'il y a un suspect armé près du campus. On adapte la sécurité chaque fois qu'il y a des incidents dans d'autres écoles», indique le directeur des communications, Benoit Tremblay-Cormier.

Le collège a repris ses activités normales peu après l'incident. **(K.B.)**

## Assermentés pour propager la fierté franco-ontarienne

### Une cinquantaine de jeunes obtiennent le statut d'ambassadeur du drapeau franco-ontarien



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 11 avril 2008 à 15:23

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Quelque 51 élèves d'écoles secondaires francophones de la région d'Ottawa ont été assermentés, vendredi dernier, comme nouveaux ambassadeurs et ambassadrices du drapeau franco-ontarien, lors d'une cérémonie qui se tenait à l'École secondaire catholique Béatrice-Desloges. Organisé par l'Association canadienne française de l'Ontario (ACFO), conseil régional d'Ottawa, et financé par la Fondation Trillium de l'Ontario, l'événement n'était que le début de l'aventure pour les jeunes provenant d'une dizaine d'écoles de la région.

«Les élèves ont choisi de devenir ambassadeurs et ambassadrices, a expliqué le président l'ACFO Ottawa, Nicolas Séguin. On leur remet un certificat, on leur dit félicitations, mais maintenant, leur travail commence.»

Déjà, la fin de semaine dernière, ces élèves d'Ottawa ont suivi une formation, en compagnie de leurs collègues ambassadeurs de Prescott et Russell, à l'École secondaire publique De La Salle. Ce camp, qui regroupait environ 85 jeunes, visait à développer leurs aptitudes en leadership, et était animé par la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO).

Par la suite, les ambassadeurs du drapeau franco-ontarien auront comme mandat de réaliser trois activités, dans leurs écoles respectives, se rattachant à la francophonie. «Ce sera la création des élèves, mais la FESFO les aidera», a souligné M. Séguin. Un rapport décrivant chaque activité et ses résultats sera par la suite produit et remis aux personnes responsables dans chacune des écoles.

Le projet se réalise pour une troisième année consécutive, alors que l'ACFO Ottawa a rassemblé des collaborateurs pour l'intégrer dans une centaine de classes de 7<sup>e</sup> année d'écoles francophones de partout en province. Plus de 120 jeunes participent au programme cette année.



**Déjà, les jeunes ambassadeurs du drapeau franco-ontarien nouvellement assermentés sont motivés par la cause. Photo : Étienne Ranger**

#### Assermentés par un icône

Lors de la soirée, animée par Valérie Sabourin, élèves de 12e année à l'École secondaire catholique Franco-Cité très impliquée dans la cause francophone, les jeunes ambassadeurs ont eu l'occasion d'être assermentés par nul autre que Bernard Grandmaître, père de la Loi ontarienne sur les services en français. Selon M. Grandmaître, qui remplissait ce rôle pour une seconde fois, ces ambassadeurs représentent l'avenir de la francophonie en Ontario. «Ce sont des jeunes d'aujourd'hui qui vont relever des gens comme moi, qui sont rendus presque au bout de la corde. Ça prend de la relève, et il faut commencer en bas âge à endoctriner la francophonie, à leur montrer comment être fier d'être Franco-ontarien et de répandre ce message-là, non seulement à travers l'école, mais aussi à travers la famille, la ville, la province», a expliqué l'ancien député libéral.

Déjà, les jeunes rencontrés semblent motivés par la cause. «J'ai constaté que beaucoup d'élèves parlent en anglais dans les corridors de l'école, alors je voulais faire une différence en les faisant parler en français», a lancé Corey Ellis, 12 ans, de l'École secondaire catholique Garneau, à propos de son choix. «J'aime beaucoup parler en français», a pour sa part ajouté Kathleen White, de l'École secondaire catholique Franco-Cité.

**Warning:** mysql\_num\_rows(): supplied argument is not a valid MySQL result resource  
in `/var/www/vhosts/leshebdos.com/httpdocs/box/question_voisins.php` on line **22**

## Pour le plaisir et pour une bonne cause

### Les Chansonniers d'Ottawa s'associent à la Fondation de l'Hôpital Montfort



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 11 avril 2008 à 15:26

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les Chansonniers d'Ottawa, lauréats du concours de chorales de la télévision Rogers, pour deux années consécutives et également récipiendaires du prix du public dans le cadre du même concours, présenteront leur spectacle annuel, les 29, 30 et 31 mai prochains, à l'École secondaire catholique Béatrice-Desloges et remettront une partie des profits de l'événement à la Fondation de l'Hôpital Montfort. En effet, cette année, le spectacle se veut également un spectacle bénéfique pour la Fondation de l'Hôpital Montfort. Les Chansonniers d'Ottawa espèrent ainsi remettre 6000 \$ à la Fondation.

Rappelons que leur spectacle annuel constitue également leur plus grande cueillette de fonds.

Leur dernier spectacle annuel dans la région remonte à juin 2006. Outre celui-ci, les Chansonniers ont donné quelques représentations dans le cadre d'événements spéciaux telle une minitournée à l'occasion de Noël et pour divers organismes.

Le spectacle propose le «répertoire habituel des Chansonniers, qui est une combinaison de chansonniers francophones, un peu d'extraits de folklore, de brefs extraits de comédies musicales, de chansons populaires et de chansons qui font rayonner le fait français», affirme le directeur musical, François Julien.



**Les Chansonniers d'Ottawa, sous la direction de François Julien, ont décidé de s'associer pour une toute première fois à la Fondation de l'Hôpital Montfort. Photo : Archives**

Le thème du spectacle cette année sera *Le monde de par chez nous*.

«*Le monde de par chez nous*, c'est nous autres, tout l'esprit francophone. C'est vraiment une célébration du fait français partout où le français rayonne, en Ontario français, au Québec, en Acadie, en Louisiane, dans l'Ouest canadien, en Europe. On va chercher des chansons sous ce thème qui vont nous décrire en tant que francophone, mais également en tant que personne du monde tels les francophones d'ici, mais aussi [ceux d'] un peu partout dans le monde», explique M. Julien.

C'est la première fois que les Chansonniers s'associent à Montfort.

La troupe invite donc les gens à venir voir leur spectacle qui se veut très vivant, selon son directeur musical avec des chorégraphies, des déplacements et la participation de la foule. «Venez célébrer les gens de par chez nous», conclut-il.

#### **35e anniversaire**

Les Chansonniers d'Ottawa célébreront également leur 35e anniversaire d'existence l'an prochain. La troupe réfléchit actuellement à la formule qu'elle utilisera pour souligner l'événement. L'enregistrement d'un disque est présentement envisagé.

Le lundi 14 avr 2008

## Quand l'école remplace les parents

[Louise Leduc](#)

La Presse

**Quand les parents sont débordés, démunis ou fraîchement arrivés au pays, l'école n'a pas le choix: elle prend le relais. Pour l'aide aux devoirs, pour le service de garde, pour le petit-déjeuner aussi, c'est entendu. Mais cela va bien au-delà. Portrait de l'école papa-maman-etc.**

Les bonnes fées n'ont pas toutes des baguettes magiques. Certaines procèdent plus simplement. Elles ouvrent la porte de leur penderie et jettent un coup d'oeil furtif à leurs vêtements. N'y aurait-il pas là, par hasard, une robe de soirée de la bonne taille qui conviendrait? Et c'est comme ça que les petites Cendrillon d'un quartier défavorisé de Montréal se sont rendues, l'an dernier, à leur bal de fin d'année, vêtues de la robe de leur bonne fée enseignante.

La robe de bal, c'est une fois par année. Mais ce qui arrive plus couramment, raconte l'une de ces bonnes fées, c'est de se mettre à chercher une ceinture, dans son tiroir, pour que Samuel n'ait plus à tenir son pantalon en jouant au ballon.

Officiellement, dans la Loi sur l'instruction publique, l'école est chargée d'une triple mission: instruire, qualifier et socialiser.

Aussi l'école de Laval où enseigne Isabelle Michaud, animatrice de vie spirituelle et d'engagement communautaire, n'était-elle pas hors sujet quand elle s'est donnée pour objectif l'an dernier d'inculquer des notions de politesse aux élèves.

Rien à voir avec l'étiquette, avec les petits plats dans les grands ou avec l'art de jouer les hôtes. Non. La base. Vraiment. Apprendre à dire merci. Au revoir. À ne pas passer entre deux personnes engagées dans une conversation. À tenir la porte pour la personne derrière soi.

À la fin de l'année, les jeunes ayant été les plus polis recevaient un cadeau. «Ça a carrément changé le climat de l'école, se souvient Mme Michaud. C'est devenu moins violent, plus respectueux.»

Même constat dans ces écoles où le vouvoiement est imposé. «C'est tellement plus difficile d'envoyer promener son professeur en le vouvoyant!»

Ce qui, bien sûr, n'exclut rien. «Une collègue me racontait qu'une élève l'avait envoyée promener. La mère, à qui elle s'en était plainte, avait rétorqué: "Mais qu'aviez-vous dit à ma fille pour qu'elle vous dise ça?"»

### Une implication variable

Une très bonne partie des parents collaborent bien. «Pour certaines activités, il m'est déjà arrivé de trouver sans mal 90 parents bénévoles. Et au conseil d'établissement, les parents s'impliquent beaucoup», raconte Alexandre Marion, directeur de l'école primaire du Lac-des-Fées, à Gatineau.

Mais tous les parents ne sont pas en mesure de le faire. Il y a ceux qui, fraîchement

arrivés au pays, ne savent pas qu'il faut acheter bottes, tuques et mitaines. Il y a ceux, analphabètes, qui sont incapables d'aider à faire les devoirs. Et il y a les couples séparés, qui placent parfois l'école en sandwich.

«En début d'année, il n'est pas rare qu'un parent avertisse l'école que son enfant ne doit sous aucun prétexte être en contact avec son autre parent. Ou alors, un jour que t'appelles à la maison parce que t'as un problème avec un enfant, tu peux très bien entendre le parent balancer au bout du fil: Ce n'est pas ma semaine de garde, appelez son autre parent», raconte une enseignante de l'école secondaire Paul-Arseneau, qui a demandé à ce que l'on taise son nom.

M. Marion vit le même problème. «Il arrive qu'une mère vienne inscrire son enfant à l'école, puis qu'elle apprenne que son ex l'a inscrit dans son quartier à lui. Là, tu dis: "Bon, réglez ça entre vous" et le parent te lance: "Mais je ne suis pas capable de lui parler, à mon ex!"»

### **Bien loin, l'heure du conte**

Autre cas de figure: un problème particulier est dépisté chez un enfant. Une évaluation psychologique est suggérée. «La mère dit oui, le père met l'école en demeure!» lance M. Marion.

L'enseignante de l'école Paul-Arseneau fait le compte. Dans son établissement, il y a un psychologue à temps plein, un travailleur social trois jours par semaine, deux travailleuses en éducation spécialisée et trois accompagnatrices chargées d'aider les élèves handicapés physiquement ou mentalement.

À tous ces gens s'ajoutent régulièrement les policiers qui viennent causer violence, drogue ou intimidation sur l'internet, ces cas d'abus qu'il faut dénoncer à la DPJ «ou les mots qu'il faut trouver, sans juger le parent, quand un enfant vous confie que le métier de son père, c'est trafiquant de drogues», raconte une enseignante de première année de Laval.

Bref, on est ici à des lieues de l'heure du conte et de l'accord du participe passé en deux leçons

Pour Isabelle Michaud, l'école doit, de nos jours, être prête à tout faire. Tout, sauf peut-être consoler. «Depuis ces histoires de poursuites pour agressions sexuelles, les enseignants n'osent plus prendre un enfant dans leurs bras. Quand un petit se fait mal et qu'il est en larmes, tout ce que je peux faire, c'est m'accroupir, le regarder dans les yeux et peut-être, oser lui toucher un peu le bras. Et ça, ça m'arrache le coeur.»

Le lundi 14 avr 2008

## Pourquoi tant d'allergies alimentaires chez les enfants?

Jean-François Cliche

Le Soleil

Québec

**«Quand j'étais jeune, vers les années 50, il n'y avait pas d'enfant qui avait des allergies ou des maladies rares. Pourtant, on mangeait à peu près n'importe quoi (... et) on passait nos temps libres dehors. Alors expliquez-moi pourquoi il y a aujourd'hui des enfants qui ont des allergies à presque tous les aliments imaginables», demande Monique Boivin, de Saint-Raymond.**

Commençons par le commencement. «Une allergie, c'est une hyperréaction du système de défense, dit Jacques Hébert, spécialiste de la question à l'Université Laval. C'est causé par un anticorps qu'on appelle IgE. Les gens qui ne sont pas allergiques en produisent très peu, alors que les allergiques en produisent de façon anormale.»

Les anticorps sont des protéines fabriquées par l'organisme qui ont la propriété de se fixer sur des «envahisseurs» (bactéries, substances toxiques, etc.) afin de les tuer ou de les désactiver; chaque anticorps est conçu pour réagir avec un corps étranger bien précis, ou alors avec quelques-uns qui sont étroitement apparentés. On peut trouver des anticorps un peu partout dans l'organisme, mais les IgE (pour «immunoglobuline E»), qui servent généralement à combattre des parasites comme les vers, ont tendance à se fixer sur des cellules nommées mastocytes.

Ces mastocytes, qui font partie de notre système de défense, semblent avoir une prédilection pour les parties de l'organisme en contact régulier avec le monde extérieur, car elles se concentrent sur la peau, dans les muqueuses nasales et intestinales et dans les poumons. Ces cellules, dit M. Hébert, contiennent une cinquantaine de substances chimiques impliquées dans la réponse immunitaire, pouvant par exemple provoquer une dilatation des vaisseaux sanguins. Lorsque les anticorps IgE se trouvant sur la membrane de ces cellules réagissent avec un parasite, ces substances sont relâchées.

Chez les personnes allergiques, cependant, l'organisme produit un ou plusieurs IgE qui réagissent avec des substances qui ne sont pas des «envahisseurs» à proprement parler — pollen, poil de chat, protéine du crabe, etc. Selon l'endroit du corps où le contact se produit, les substances libérées par les mastocytes pourront, par exemple, irriter la peau, faire enfler les muqueuses du nez (qui deviendra «bouché»), etc.

Et il est vrai, comme l'a remarqué Mme Boivin, que les allergies sont plus fréquentes qu'auparavant. «Dans les sociétés occidentales, ça a doublé dans les deux ou trois dernières décennies, précise M. Hébert. L'hypothèse la plus plausible actuellement, c'est l'«hypothèse hygiénique». Le mode de vie a changé au cours des 50 dernières années. Les antibiotiques sont arrivés et ont été utilisés largement. Ça a été un gros plus, il va sans dire.

«Mais combinez ça avec toutes les modalités de nettoyage qui ont été mises en place, et ça fait des générations qui sont beaucoup moins exposées à toutes sortes de microbes autrefois très présents. La conséquence, c'est qu'en privant les enfants d'exposition aux bactéries qui étaient, il y a 50 ans, inévitables, on a retardé la maturation du système de défense, et ce faisant, on a ouvert une porte pour le



développement d'allergies.»

Une autre partie de l'explication, poursuit M. Hébert, tient à un degré d'exposition plus grand aux allergènes. Il n'y a pas, aujourd'hui, plus de gens qui sont génétiquement prédisposés aux allergies qu'il y a 50 ans, mais la proportion des ménages qui, par exemple, ont un animal de compagnie a augmenté, ce qui signifie que plus de gens sont exposés aux poils de chats et de chien.

«Au plan alimentaire, c'est la même chose, conclut M. Hébert. Avant, si vous veniez de La Tuque comme moi, il n'y avait tout simplement pas de fruits de mer en hiver, mais aujourd'hui, au marché local, on en trouve 12 mois par année. Donc l'exposition à des allergènes est plus grande et plus constante. Ça joue un rôle dans l'incidence d'allergie globale.»

---

Autre source :

YOSEPH A. MEKORI. «The Mastocyte : The Other Inflammatory Cell in Immunopathogenesis», *Journal of Allergy and Clinical Immunology*, no 14, 2004



Le vendredi 11 avr 2008

## Hyperactivité: six colorants alimentaires mis en accusation

Agence France-Presse  
Bruxelles

**Six colorants devraient être bannis dans l'Union européenne en raison de leur lien possible avec l'hyperactivité chez certains enfants, ont réclamé jeudi le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) et 41 organisations d'intérêt général.**

Selon une étude britannique publiée en septembre par la revue médicale *The Lancet*, les colorants et additifs alimentaires augmenteraient le niveau d'hyperactivité chez les enfants.

L'hyperactivité est associée à des troubles de la concentration et de l'attention et à des difficultés d'apprentissage, notamment pour la lecture.

«Il est inacceptable de laisser sur le marché des substances clairement suspectées d'augmenter l'hyperactivité chez les enfants, d'autant plus qu'elles n'ont aucune valeur ajoutée si ce n'est que de colorer la nourriture», a commenté jeudi Monique Goyens, directrice générale du BEUC.

«L'Union européenne doit faire passer la santé de ses consommateurs les plus vulnérables avant tout autre intérêt», a-t-elle ajouté.

Des experts des pays de l'UE sur la sécurité alimentaire doivent évoquer vendredi cette question.

Toutefois, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) chargée de donner des avis à Bruxelles, avait conclu en mars que l'étude britannique «n'apportait que des preuves limitées d'un léger effet sur l'activité et l'attention de certains enfants». Elle ne suffirait donc pas pour modifier la politique européenne en matière de colorants alimentaires.

L'étude publiée par *The Lancet* a été réalisée par des chercheurs de l'université de Southampton (Royaume-Uni), en observant les comportements de 153 enfants de trois ans et 144 enfants de 8-9 ans.

Les cocktails d'additifs administrés aux enfants contenaient un conservateur, le benzoate de sodium (référéncé E211 dans l'Union européenne) et différents colorants alimentaires: jaune orange (E110), carmoisine (E122), tartrazine (E102), ponceau 4R (E124), jaune de quinoléine (E104) et allura red AC (E129).

Les additifs alimentaires sont ajoutés aux produits alimentaires afin d'en améliorer la conservation, le goût ou l'aspect, ou d'en modifier la couleur.



Le lundi 14 avr 2008

## Immigration: un défi pour l'école

[Louise Leduc](#)

La Presse

**Atterrir à la polyvalente à 14 ou 15 ans quand on arrive directement d'un camp de réfugiés où l'on n'a jamais appris à lire ou à écrire, c'est le choc culturel assuré pour l'élève. Et un gros défi pour l'école.**

«Au pire de la crise en ex-Yougoslavie, nous avons reçu beaucoup d'élèves natifs de la Bosnie, raconte René Bastien, directeur de l'école secondaire de L'Île à Gatineau. Sur le plan académique, ils étaient très avancés. Une année de francisation, et le tour était joué. Ces dernières années, au contraire, nous recevons beaucoup d'adolescents analphabètes.»

«Ces enfants ne savent rien, non plus, de la vie à la ville, poursuit M. Bastien. Il faut donc leur apprendre, par exemple, le b.a.-ba des transports en commun.»

En milieu multiethnique, l'école est aussi la première institution à devoir trancher d'impossibles questions. Comme celle du kirpan, qui avant de se rendre en Cour suprême, s'est d'abord posée à l'école. Là, aussi, où se multiplient les demandes d'exemption du cours d'éducation physique ou les demandes pour des locaux de prière

Autre défi dans les milieux multiethniques: le départ soudain, en plein milieu de l'année, d'élèves qui ne partent pas deux semaines en Floride, mais deux ou trois mois dans le pays d'origine pour voir grand-maman et grand-papa, évoque une enseignante de première année de Laval. «Quand les enfants reviennent après une si longue absence, les parents sont tout étonnés. Comment est-ce possible que leurs enfants ne réussissent pas bien?»

Le lundi 14 avr 2008

## Des enfants en panne de leur chez-soi

[Louise Leduc](#)

La Presse

**«Il est bien révolu, le temps où l'on mangeait à la maison le midi et où on était rentré à temps pour écouter Bobino! dit Louise Coutu, enseignante dans l'Outaouais. Aujourd'hui, il y a des enfants qui passent 12 heures à l'école. Ils y font du temps. On leur donne à déjeuner, on leur fait faire leurs devoirs. Si les parents sont chanceux, il leur reste le souper et le dodo.»**

«Il n'est pas rare de voir des jeunes arriver à l'école à 7h et repartir à 17h30», évoque à son tour Alexandre Marion, directeur de l'école primaire du Lac des Fées, à Gatineau.

Vrai, les journées à l'école sont longues, très longues. Mais pas sûr qu'à l'époque où les enfants étaient soit au pensionnat, soit au huitième rang d'une famille de 14, ils avaient nettement plus d'attention parentale.

Comme le signale l'historienne Micheline Dumont, coauteure en 1986 avec Nadia Fahmy-Eid du livre *Les couventines*, des enfants pouvaient prendre le chemin du pensionnat dès l'âge de 6 ans, au siècle dernier. «Les pensionnaires voyaient leurs parents à la Toussaint, à Noël, à Pâques et aux grandes vacances. La prise en charge, par les communautés religieuses, était alors presque totale, sur une période qui pouvait durer 12 ou 13 ans.»

En 1904, le journal *La Patrie* s'est élevé fermement contre l'envoi de fillettes au pensionnat, mais s'est buté aux réactions «de mères surchargées (qui) disent qu'elles ne peuvent pas faire autrement».

Régine Deslandes, professeure titulaire au département des sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières, note que l'essoufflement n'est pas l'apanage des enseignants. «Les parents doivent performer au travail, passer beaucoup d'heures au bureau, organiser, souvent, des gardes partagées compliquées et puis bon, il y a aussi la gang de gars ou de filles à ne pas négliger. À un moment donné, il faut se rendre à l'évidence: quand on a des enfants, on ne peut pas continuer à vivre comme dans le temps où on n'en avait pas. Il faut prioriser, sinon, ça vire à la famille qui vit comme des colocs, en se donnant des nouvelles par des petites notes sur le frigo.»

Enfin, de penser que l'engagement des parents est fonction de leur portefeuille est une erreur, selon Mme Deslandes. «Il se trouve beaucoup de parents nantis bien prêts à payer des tuteurs et pour de l'aide aux devoirs, mais qui ne donnent pas l'essentiel: le soutien affectif et la supervision, qui sont pourtant les deux critères qui favorisent le plus la réussite scolaire.»

Le vendredi 11 avr 2008

## Cyberintimidation: un sondage pour faire bouger le Québec

[Émilie Côté](#)

La Presse

**Les élèves sont davantage cyberintimidés que les enseignants, révèle un sondage mené auprès de 1200 membres de la Centrale des syndicats du Québec travaillant dans le milieu scolaire. Mais les trois quarts du personnel se sentent démunis face au phénomène.**

La CSQ presse le ministère de l'Éducation de sortir son plan de lutte contre la violence, promis et remis depuis plus d'un an. « Va-t-il falloir mettre des bandes autour des écoles avec des caméras ? » a lancé le président de la CSQ, Réjean Parent, au cours d'une conférence de presse. Il faisait référence à l'intervention rapide de la ministre Michelle Courchesne à la suite de la bagarre impliquant Jonathan Roy il y a quelques semaines.

Comme *La Presse* l'a démontré dans une série publiée en janvier, la cyberintimidation est un phénomène qui prend les écoles de court. « Nos membres trouvent qu'il serait important d'agir, mais ils sentent que leur établissement d'enseignement est démunis », a expliqué Luc Dallaire, conseiller à la recherche à la CSQ.

Plus de neuf membres sondés sur 10 considèrent que les écoles devraient être plus sévères envers les élèves qui intimident leurs camarades sur l'internet. La cyberintimidation devrait même faire partie des choses interdites dans leur code de vie.

Mais seulement 5 % des membres du personnel scolaire sondés ont déclaré avoir déjà été victimes de cyberintimidation ; le résultat est un peu plus élevé au privé (9 %). « Mais la cyberintimidation se vit davantage chez les jeunes », a indiqué M. Parent. Plus du quart des répondants connaissent au moins une victime de cyberintimidation. Dans la plupart des cas, ce sont des élèves. « Ce sont surtout des commentaires sur leur apparence ou des propos diffamatoires », a précisé M. Dallaire.

Toujours selon les intervenants scolaires sondés, la cyberintimidation se fait surtout par courriels (54 %), sur les sites de clavardage (20 %) ou par messages textes (11 %). Souvent, les jeunes empruntent les mots de passe de leurs camarades pour diffuser de fausses affirmations à leur sujet, ou encore pour en injurier d'autres en leur nom.

Selon M. Parent, ce sondage « sonne l'alarme » mais suscite aussi l'espoir. La conférence de presse avait lieu à l'école primaire Sainte-Germaine-Cousin, à Pointe-aux-Trembles, où une équipe a été formée pour prévenir la « violence indirecte » dont fait partie la cyberintimidation. Des élèves désignés sont même des « médiateurs » de conflit.

« Quand il y a un plan d'intervention, ça marche ! » a plaidé M. Parent. Mais le président de la CSQ a concédé que cette école faisait figure d'exception. Il faut un « leadership national » du ministère de l'Éducation. « On réclame un plan d'intervention », a-t-il dit.

La CSQ demande à Québec de déposer son plan de lutte contre la violence dans les plus brefs délais, et que la cyberintimidation en fasse partie. Ce plan a été promis il y a un an, puis avant Noël ; cela fait plusieurs mois qu'il doit être dévoilé dans « quelques semaines ».

Ce sera au printemps, a assuré hier Jean-Pascal Bernier, l'attaché de presse de Mme Courchesne. « Il s'en vient rapidement. Il est à la dernière phase de l'approbation des documents. » Mandaté par la CSQ, CROP a réalisé 1200 entrevues téléphoniques, du 6 au 19 février. Le sondage est précis à trois points près, 19 fois sur 20.

Le lundi 14 avr 2008

## Nos universités, usines à diplômés

[Violaine Ballivy](#) et [Louise Leduc](#)

La Presse

**À grands coups de gueule dans les journaux, professeurs et étudiants disent régulièrement tout leur mépris pour la médiocrité des universités qui seraient devenues des machines à diplômer. De l'argent vite fait, bien fait. En cette période de l'année où se multiplient les cérémonies de remise de diplômes, la question se pose: les baccalauréats de nos universités valent-ils encore quelque chose?**

À l'UQAM, au département de communication, avant même le premier examen, avant même le premier travail, les étudiants savent déjà comment ça va finir: par une moyenne de groupe qui «devrait normalement se situer entre 83% et 89%», dicit la consigne du département remise aux étudiants en début de session et qu'approuve la haute direction de l'UQAM. Au prof de «normaliser» en conséquence.

Au surplus, à l'UQAM, les étudiants sont appelés à voter chaque plan de cours. Ils refusent tout examen et ne veulent que des travaux d'équipe? Soit. Tant que la majorité est d'accord.

Jordan Fainstat, étudiant en science politique à l'Université Concordia, raconte comment ça se passe dans ses cours à lui. «Si la moitié de la classe coule un examen, le professeur s'ajuste et décide que l'examen, par exemple, ne comptera que pour 15% de la note finale.»

Les entrevues réalisées avec les professeurs et les étudiants rendent compte de deux réalités bien distinctes: celle des sciences pures ou de la santé, où on a le sentiment que les cours sont exigeants et de niveau universitaire; et celle des sciences sociales ou de l'éducation, où c'est nettement moins clair.

«À l'Université de Montréal, observe Josée Lusignan qui y étudie, on dit qu'il y a l'université du haut de la côte et l'université du bas de la côte. En haut de la côte, la faculté de pharmacie a un nouveau pavillon. À la Polytechnique, à la faculté de médecine, ils n'ont pas à se plaindre non plus. Tandis que nous, en bas de la côte, en sciences sociales, nos pavillons sont tellement vétustes que c'en est gênant.»

Et ce n'est pas qu'affaire de briques. Pour quantité de programmes, il n'y a aucune barrière à l'entrée. Dès lors qu'on a son diplôme de cégep - et encore -, l'admission est acquise d'emblée et le diplôme assuré, pour peu qu'on ait persévéré.

Persévéré à quoi? À l'ennui total, résume Josée Lusignan, qui étudie en enseignement. Ses cours, résume-t-elle, consistent à refaire son primaire. «En didactique des mathématiques, on fait des fractions, des résolutions de problème de type: Pierre et Paul mangent une tarte En histoire, on me redit qui a exploré où. Dans un autre cours, on passe notre temps à étudier le programme ministériel, ce que je pourrais faire moi-même, en temps voulu. Bref, je n'apprends rien d'édifiant: j'attends mon papier, point à la ligne.»

Un professeur en éducation qui demande l'anonymat parce qu'il dit «avoir assez payé de sa personne» considère que l'université est devenue en grande partie «un crime

contre l'esprit, un détournement de fonds publics» et que les départements d'éducation sont minés par l'endoctrinement idéologique du ministère de l'Éducation. Le fond du baril? Le bac en enseignement primaire. «J'ai vu des étudiants en éducation primaire à qui l'on demandait de bricoler une maternelle en carton. J'ai déjà lu un mémoire de maîtrise qui portait sur l'astrologie comme moyen d'orientation scolaire. Ce qui est important, pour l'université, c'est d'être rentable, d'admettre le plus d'étudiants possible, sans s'inquiéter de ce que les étudiants en sortent ignorants.»

Un professeur de droit réputé et décoré de prix internationaux - qui demande aussi l'anonymat - est lui aussi outré. «La réalité des facultés de droit, c'est que ce sont des usines.»

Prenez les plus prestigieuses facultés du Canada, dit-il. «Osgoode Hall, à Toronto: 828 étudiants. Université of Western Ontario: 498. L'Université de Toronto: 585. Et on parle ici d'universités où convergent des étudiants de partout au Canada. Pendant ce temps, au Québec, nos facultés comptent entre 1200 et 1500 étudiants, alors qu'il y a 10 ans, chez nous, on en avait moins de 700. Quand t'admettant tant de joueurs dans tes facultés, tu t'éloignes nécessairement beaucoup des Sidney Crosby de ce monde»

### **Et la cote R?**

Mais les étudiants ne doivent-ils pas tous atteindre une certaine cote R, qui fait foi de tout? "Dans plusieurs départements, on réduit les exigences pour accueillir plus d'étudiants", nous confie un professeur en économie.

Ces propos rejoignent maints cris du coeur bien publics. Dans un texte publié par La Presse en novembre, Philippe Faucher, directeur du département de science politique de l'Université de Montréal, écrivait: "Il n'y a pas de raisons pour que le Canada, avec son niveau de vie, se contente d'universités médiocres."

Suzanne G.-Chartrand, professeure en éducation à l'Université Laval, déclarait à La Presse en novembre: "Ça fait 15 ans que je contribue à diplômer du monde qui ne devrait pas avoir le droit d'enseigner. () J'ai des étudiants dont je me dis: J'espère que mes petits-enfants ne l'auront jamais comme professeur." Dans Le Devoir, récemment, Mme Chartrand disait avoir été citée hors contexte et corrigeait le tir de façon encore moins rassurante. "J'ai enseigné à l'Université de Montréal, à l'UQAM, à Sherbrooke et à Laval. Or, je vois la même chose depuis 15 ans. Ce n'est certainement pas propre à (l'Université) Laval."

Toujours à l'automne, 19 professeurs de science politique et de physique de l'Université de Montréal y allaient à leur tour de leur cri d'alarme dans Le Devoir: "Il devient très difficile d'assurer une formation universitaire digne de ce nom", écrivaient-ils.

C'est tellement rendu n'importe quoi, raconte notre professeur de droit cité plus haut, que dans sa faculté, du jour au lendemain, sans changer une virgule du contenu, un cours de baccalauréat est devenu un cours de maîtrise. Pourquoi? Parce qu'un étudiant à la maîtrise, ça donne plus de subventions qu'un étudiant au baccalauréat, tout simplement!"

Dominique Brousseau, qui étudie en gestion du tourisme à l'UQAM, signale, elle, que dans un cours de trois heures, le chargé de cours ne s'est jamais rendu plus loin qu'une heure et demie de cours. "Ils étirent la sauce et se cherchent désespérément du contenu. Les cours sont hyper-redondants: souvent, on oblige les étudiants à suivre des cours en séquence - le cours introductif, puis ses suites - alors que tout pourrait très bien se faire en une session."



Marc Renaud, professeur de sociologie à l'Université de Montréal, s'inscrit en faux contre le pessimisme ambiant et contre l'obsession des palmarès qui classent les universités de ce monde. "C'est sûr qu'il y a des départements qui sont moins bons, mais ce qui compte, en bout de piste, c'est le professeur et le sentiment d'avoir appris ou pas."

Le jeudi 10 avr 2008

## Une intégration en souplesse à la CSDM

[Silvia Galipeau](#)

La Presse

**Oui à l'intégration, mais pas à n'importe quel prix. Les cas plus complexes seront soumis à une intégration partielle. Les cas plus lourds, à un «répit» temporaire.**

C'est ce qui ressort d'un bilan de suggestions réalisé par la CSDM, visant à revoir l'intégration des élèves en difficulté. Des mesures que la CSDM pourrait mettre en place dès aujourd'hui, mais qui seraient aussi grandement facilitées si Québec répondait à sa demande de réduire les ratios dans les classes.

Outre diverses mesures d'assouplissement et de réorganisation du travail, la CSDM réclame une réduction de près du tiers du nombre d'élèves par classe (de 27 à 19 au primaire, et de 30 à 21 au secondaire), de la 5<sup>e</sup> année du primaire à la 2<sup>e</sup> secondaire. La réduction est évaluée à 21,1 millions (9,8 millions si l'on se limite aux écoles défavorisées ou 5,6 millions aux écoles très défavorisées).

La demande, applaudie par les comités de parents, est accueillie avec quelques réserves par l'Alliance des professeurs, qui préconise une réduction des ratios à tous les niveaux. De son côté, le ministère de l'Éducation, qui prépare justement un plan d'action sur les élèves handicapés, en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) ces jours-ci, n'a pas voulu commenter la revendication hier.

Même advenant un refus de Québec, la CSDM ne baisse pas les bras. Voilà des mois qu'elle planche sur cette question de l'intégration des élèves en difficulté. Entre les mois d'août et février dernier, 200 écoles ont été consultées, 2000 propositions apportées.

L'essentiel de celles-ci, rendues publiques hier, sera soumis le mois prochain en consultation auprès des comités concernés (parents, professeurs, élèves en difficulté et directions d'écoles), afin de définir les priorités. Les premiers ajustements devraient entrer en vigueur dès septembre, et le reste s'étalera sur trois ans.

Contrairement à une réduction du nombre d'élèves par classe, la plupart de ces ajustements ne nécessitent aucun financement supplémentaire. «Nous avons les moyens de le faire, et on veut le faire», a martelé hier la présidente de la CSDM, Diane de Courcy, en entrevue.

### Au programme: de la souplesse

Pour les élèves en intégration, il s'agit notamment de s'ajuster aux élèves ciblés et permettre, le cas échéant, une intégration dite partielle (en classe si possible, ou avec un spécialiste quand apparaissent des difficultés). Pour les cas les plus lourds, la CSDM veut étendre au réseau son concept de Répit-Transit, qui permet, pour un temps donné (une semaine, un mois, ou plus), de retirer de la classe un élève. Direction: le centre de répit (une école par quartier serait dédiée à la cause), où pédagogues et professionnels l'encadreraient, le temps de le remettre à niveau. "Cela donne du répit à l'enseignant, à l'enfant, c'est un transit qui n'est pas définitif", a expliqué Robert Gendron, directeur adjoint à la pédagogie, à la CSDM.

Les autres suggestions ciblent les professeurs (encadrement, soutien), les élèves (des classes plus homogènes, un passage vers la formation professionnelle assoupli), et même les parents (bonifier la communication, traduire les documents).

Propositions de la CSDM Réduire du tiers le nombre d'élèves par classe (de la 5e année du primaire à la 2e secondaire)

- > Maternelles 4 ans dans toutes les écoles de la CSDM
- > Assurer un service de garde dans les écoles spécialisées
- > Équilibrer les classes (selon l'âge, mais aussi la lourdeur des cas en difficulté), avec l'aide des enseignants
- > Permettre une intégration partielle, avec l'encadrement d'un professionnel, au besoin



Le lundi 14 avr 2008

## Internet: le professeur suppléant d'éducation sexuelle

**Daphné Cameron**

Le Soleil

Québec

**Conséquence de la réforme scolaire, les cours d'éducation sexuelle ont été évacués du cursus des écoles secondaires depuis trois ans. Une mesure grandement critiquée, surtout avec la recrudescence d'infections transmises sexuellement chez les jeunes comme la chlamydia et la gonorrhée.**

«C'est une tragédie qu'on ait mis la hache dans l'éducation à la vie amoureuse et sexuelle», affirme le sociologue de la sexualité Michel Dorais. «Si on veut que nos jeunes soient moins vulnérables aux maladies et aux maux sociaux qui vont avec la vie sexuelle, il faut les sensibiliser, les instruire. Est-ce que l'on veut vraiment qu'Internet et les films pornos servent de profs?»

Selon la porte-parole du ministère de l'Éducation Stéphanie Tremblay, les cours de formation personnelle et sociale, qui abordaient les thèmes reliés à la sexualité, ont été abandonnés pour «recentrer les programmes sur les apprentissages essentiels comme la langue, les mathématiques et l'histoire».

L'éducation sexuelle est maintenant prise en charge par l'ensemble des intervenants scolaires. Certaines notions sont également enseignées dans les cours de science et technologie.

Michel Dorais avoue qu'il voit mal un professeur de mathématiques aborder la question. «C'est très délicat. Certains enseignants ne voudront pas en parler de peur que ça soit perçu comme de l'incitation, du harcèlement. En attendant, c'est le Web qui prend le relais. Mais Internet n'est pas un bureau d'éducation sexuelle!»

### Les cégeps non plus

L'éducation sexuelle perd également du terrain dans les institutions collégiales. Selon une enquête de la Fédération des cégeps du Québec menée entre 2002 et 2003 auprès de ses 42 établissements, le nombre de journées thématiques dédiées à la santé sexuelle a considérablement diminué dans les 15 dernières années.

Entre les années 1989-1990 et 2002-2003, les journées consacrées à la contraception sont passées de 202 à 16 et celles sur les infections transmises sexuellement de 170 à 20. Durant cette même période, le nombre total d'infirmières et de médecins a chuté de près de 50 %.

De son côté, le directeur de santé publique de la Capitale-Nationale, Dr François Desbiens, s'est dit consterné par le manque d'information chez les jeunes. «Ça prend plus que des campagnes médias, ça va prendre des campagnes d'éducation à la sexualité», dit-il.

Michel Dorais abonde dans le même sens. «Si on avait officialisé que dans le parcours de chaque jeune gars ou jeune fille il y aurait de l'information à la vie sexuelle, on n'aurait pas besoin de reprendre les vastes campagnes de pub», ajoute-t-il.

À son avis, le thème est devenu aussi délicat que l'éducation religieuse. «On devrait peut-être changer le nom du cours pour quelque chose de plus rassurant comme éducation à la vie amoureuse. Pourvu que le contenu y soit», conclut-il.

Le lundi 14 avr 2008

## Écoles alternatives: apprendre autrement

**Anne-Marie Labbé**

Le Soleil

Collaboration spéciale

**Les écoles alternatives ont non seulement fait leurs classes, mais elles font désormais école.**

La réforme de l'éducation a en effet puisé chez les écoles alternatives certaines valeurs et des techniques : pédagogie par projets, enseignement multiniveaux, responsabilisation de l'enfant, etc. «Il y a de moins en moins de différence entre les écoles alternatives et les écoles régulières», soutient Stéphanie Tremblay, la responsable des relations avec la presse au ministère.

Cela dit, même si les écoles alternatives reconnaissent le bien-fondé de la réforme, ces dernières se positionnent au-delà et continuent à être le laboratoire du renouvellement pédagogique au Québec.

Claude Paquette a conçu les principes et les pratiques de la pédagogie ouverte et interactive au tournant des années 70. «C'est une pédagogie soucieuse des valeurs, du rythme et du style d'apprentissage de chacun et soucieuse d'utiliser, d'explorer et de développer les talents de l'élève», explique le conférencier et auteur, riche d'une longue expérience dans le milieu scolaire.

Plusieurs écoles alternatives s'inspirent de la pédagogie ouverte et interactive et certaines écoles de la région de Montréal travaillent avec les concepts et les outils de la pédagogie de Claude Paquette. «Il y a des éléments de la réforme qui ont été empruntés à la pédagogie ouverte», souligne le pédagogue. M. Paquette déplore toutefois le manque de ressources qui empêche le système régulier d'enseignement au Québec de mettre en place correctement les innovations pédagogiques. «Qu'on donne aux enseignants innovateurs du système régulier les moyens pour réaliser une pédagogie contemporaine et qu'on les valorise vraiment», clame-t-il.

La pédagogie ouverte renonce à l'uniformisation et prend en compte le projet de l'élève. Concrètement, les enfants peuvent être amenés à prendre des décisions et à explorer des situations d'apprentissage ouvertes et interactives, qui leur permettent de se dépasser et de progresser.

«Je suis persuadé qu'un enfant avec des difficultés d'apprentissage à l'école régulière peut trouver sa place dans une école alternative, tout comme l'élève dit doué, indique M. Paquette. La nature des activités centrées sur les talents multiples de l'enfant est plus proche du style d'apprentissage de chacun. Toutefois, il n'y a pas de magie dans les écoles. Un élève peu motivé ne réussira pas plus à l'école ordinaire que dans une école alternative.»



Le lundi 14 avr 2008

## L'université, bientôt une école secondaire?

[Violaine Ballivy](#) et [Louise Leduc](#)

La Presse

**Si la dégringolade se poursuit, l'université, au baccalauréat, ne vaudra pas plus que l'école secondaire, prédit James E. Côté, auteur du livre *Ivory Tower Blues*.**

Philippe Faucher, directeur du département de science politique à l'Université de Montréal, fait observer qu'«aujourd'hui, un diplôme en marketing, ça sert à être représentant sur la route. C'est le même commis voyageur des romans de John Steinbeck qui n'avait que son *high school*. Le même gars. Avec un diplôme universitaire et un cellulaire.»

«C'est comme en psychologie: avant, avec une maîtrise, on pouvait être psychologue. Maintenant, pour être admis à l'Ordre, il faut avoir un doctorat», poursuit M. Faucher.

«Le baccalauréat, c'est un gros cégep», dit pour sa part Éric Martin, qui fait aujourd'hui un doctorat en pensée politique.

Puis, il nous rappelle pour corriger le tir. «Ce que je vous ai dit, c'est injuste, en fait. Injuste pour mon cégep, où j'ai vraiment beaucoup appris.»

Philippe Faucher soutient qu'à l'instar du Québec «qui a horreur de l'élitisme», il y a carrément un «biais anti-intellectuel» dans nos universités aujourd'hui «enfermées dans des logiques de productions» et toutes tournées vers la création de bacheliers.

Les «formations à rabais» se multiplient, remarque pour sa part Jacques Hamel, professeur de sociologie à l'Université de Montréal.

Il entend par là des programmes courts, «qui offrent ce que le client demande»; pas trop de transmissions de connaissances fondamentales, beaucoup de compétences directement liées au marché du travail.

Son confrère Marc Renaud reconnaît avoir lui-même souri à la description d'un cours «qui enseignait aux étudiants l'art de choisir un bon traiteur». «L'université n'est plus la tour d'ivoire qu'elle était. Elle se cherche. Je ne crois pas, cependant, qu'il faille évacuer tous les cours appliqués», un extrême que M. Hamel ne souhaite pas non plus.

Il donne l'exemple de son cours de sociologie de la santé (qui portait sur les systèmes de soins, les causes sociales des maladies, etc.) au terme duquel ses étudiants avaient tôt fait de se trouver un emploi, ce qui, à son avis, n'est pas à négliger.

Michel Umbriaco, professeur à l'UQAM en éducation et spécialiste du financement des universités, trouve quant à lui que «tout ce qui est dans le domaine du «social» peut faire l'objet d'un cours.

Aussi approuve-t-il la décision de l'UQAM - qui, un temps, a envisagé la disparition des départements de philosophie et de chimie - d'inaugurer cet automne un certificat en gestion et pratiques socioculturelles de la gastronomie qui abordera notamment les questions du «tourisme gourmand» et la relation entre la nourriture et le mangeur. «Je

me serais inquiété si l'UQAM avait fait ce programme sans faire d'études financières pour savoir si c'est rentable.»

Ce que M. Umbriaco trouve «extrêmement dérangeant», par contre, c'est que dans une université qu'il refuse d'identifier, une cohorte de 15 étudiants a obtenu le baccalauréat l'an dernier en n'ayant eu absolument aucun professeur tout au long de leur parcours. Des chargés de cours, du début à la fin. M. Umbriaco a refusé de révéler le nom du programme en cause.



Le lundi 14 avr 2008

## Les étudiants reçoivent une formation de qualité, assure la CREPUQ

[Violaine Ballivy](#) et [Louise Leduc](#)

La Presse

**Pas une semaine ne se passe sans que l'Université de Montréal ne perde l'un de ses professeurs, attirés par de meilleurs salaires ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Les bibliothèques de nos campus sont dégarnies; les ratios professeur/étudiant sont parmi les pires du pays. La Confédération des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) multiplie les SOS. Pourtant, assure-t-elle, la qualité de la formation offerte se maintient.**

La preuve que la qualité est maintenue se trouve d'abord dans le taux d'obtention des diplômes, qui est en hausse, répond Jacques Frémont, porte-parole de la CREPUQ et vice-recteur aux affaires académiques de l'Université de Montréal.

Mais les universités ne pourraient-elles pas être tentées d'abaisser leurs standards pour accroître leur nombre de diplômés - et ainsi leur financement, comme nous l'ont dit tant de professeurs? «En théorie, oui. Mais jamais les établissements ne s'y risqueront. Ce serait une recette pour le désastre.»

«Si on faisait de la scrap, cela se saurait et les étudiants étrangers ne viendraient plus», argue M. Frémont.

Par ailleurs, les programmes sont régulièrement réévalués et l'inflation des notes traduit une tendance générale en Amérique du Nord, précise Jean Bernatchez, professeur en administration et politiques scolaires à l'Université du Québec à Rimouski.

«Les étudiants sont en concurrence pour obtenir des bourses, alors les professeurs ont tendance à leur donner des meilleures notes pour qu'ils puissent en obtenir une à la maîtrise ou au doctorat, explique M. Bernatchez (...) Avant, avoir un C, c'était presque acceptable. Maintenant, les étudiants s'attendent tous à avoir des A et des B. Mais au bout du compte, l'effet s'annule - puisque toutes les notes sont gonflées.»

Selon M. Frémont, la hausse du taux d'obtention du diplôme résulterait surtout d'un meilleur encadrement des étudiants - ce que conteste la Fédération des professeurs du Québec, qui soutient que pour atteindre un ratio étudiant-professeur ne serait-ce qu'acceptable, il faudrait embaucher 1000 professeurs de plus.

M. Frémont soutient pour sa part que les universités offrent un bon encadrement en grossissant notamment les groupes de certains cours pour diminuer ceux de cours réputés plus difficiles. Les bibliothèques universitaires garderaient le cap, elles, en s'abonnant aux publications électroniques, moins coûteuses que leurs versions papier. La CREPUQ signale enfin que les sondages réalisés par certaines universités (Laval et Montréal) et auprès d'employeurs témoignent d'une réelle satisfaction.

Quant à l'UQAM, son vice-recteur à la vie académique, Robert Proulx, assure que le niveau est maintenu. Sauf exception, dit-il, un cours de trois heures demande trois heures d'étude, faute de quoi il y aura échec.

«Le crédit revient surtout aux professeurs, aux chargés de cours et aux responsables des départements qui font un travail extraordinaire en dépit des ressources insuffisantes, avance Jean-Patrick Brady, président de la Fédération universitaire du Québec. Ce sont eux qui ont permis que la qualité des diplômes se maintienne en dépit du sous-financement.»

La situation demeure fragile. Même si les deux derniers budgets - fédéral et provincial - ont annoncé une hausse des investissements dans l'éducation postsecondaire, l'écart continue de se creuser avec les établissements des autres provinces et des États-Unis, dit M. Frémont. «Puisqu'ils réinvestissent plus que nous, même si on avance, ce n'est pas assez. (...) Il faut se battre d'arrache-pied pour que l'impact du sous-financement soit limité.»

Quand on se compare... Quel rang occupent nos universités quand on les compare aux autres institutions canadiennes? À celles du reste du monde? Deux palmarès font surtout parler d'eux: celui du magazine *Maclean's*, pour le Canada et, pour les comparaisons internationales, celui de l'Université de Shanghai.

Le palmarès du *Maclean's* - qui compte plusieurs sous-palmarès - est contesté, parce qu'il inclut aussi bien la qualité de l'enseignement que le système de résidence ou la vie sur le campus (installations sportives, etc.) Pour cette raison, l'UQAM refuse d'y participer. Concordia, qui n'a pas de faculté de médecine, est d'emblée absente de plusieurs tableaux.

Les auteurs du palmarès de l'Université de Shanghai, eux, admettent qu'ils ont eu du mal à évaluer les programmes de sciences sociales. Ces nuances faites, voici donc ces palmarès qui font jaser.

### **Palmarès du *Maclean's***

(parmi les universités ayant une faculté de médecine et offrant une variété de baccalauréats et d'études supérieures dans divers domaines)

McGill (Québec) 1  
University of British Columbia 2 (Colombie-Britannique)  
Queen's (Kingston, Ontario) 2  
Toronto (Ontario) 4  
Alberta 5  
McMaster (Ontario) 6  
Université Western (Ontario) 7  
Université Dalhousie (N.-Écosse) 8  
Université d'Ottawa (Ontario) 8  
Université de Calgary (Alberta) 10  
Université de la Saskatchewan 11  
Université Laval (Québec) 12  
Université de Sherbrooke (Québec) 12  
Université de Montréal (Québec) 14  
Université du Manitoba 15

### **Palmarès de l'Université de Shanghai des 100 meilleures universités du monde**

Harvard (États-Unis) 1  
Université Stanford (États-Unis) 2  
Université de Californie, 3 Berkeley (États-Unis)  
Université de Cambridge 4 (Royaume-Uni)

Massachusetts Institute of Technology 5 (États-Unis)  
California Institute of Technology 6 (États-Unis)  
Columbia University (États-Unis) 7  
Princeton University (États-Unis) 8  
University of Chicago (États-Unis) 9  
University of Oxford (Royaume-Uni) 10  
> Université de Toronto 23  
> Université de Colombie-Britannique 36  
> Université McGill 63  
> Université McMaster 87

Le samedi 12 avr 2008

## Frais afférents: les universités mordent la poussière

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

**Les directions des universités essuient un revers. Le projet de règlement destiné à limiter la hausse des frais afférents facturés aux étudiants québécois, déposé à la mi-février par Québec, vient de recevoir le feu vert du comité chargé de l'évaluer.**

Dans un avis déposé hier, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) estime que le règlement permettra enfin de limiter les «hausse soudaines et importantes décrétées par les établissements» ces dernières années.

En février, la ministre Michelle Courchesne a fixé pour la première fois un plafond aux augmentations annuelles de ces frais, qui avaient bondi de 300% en moyenne depuis 1994. Dorénavant, elles ne pourront dépasser 15\$, 25\$ ou 50\$ par année, selon une formule dégressive établie d'après le montant total facturé par chaque université.

Le CCAFE n'émet que trois recommandations à la ministre de l'Éducation. Il lui demande d'abord de préciser sa définition des frais afférents, d'assurer que les hausses de ces frais seront prises en considération dans le calcul de l'aide financière accordée aux étudiants et enfin, de mettre sur pied un mécanisme d'évaluation de la mise en oeuvre du règlement afin de déterminer ce qu'il en adviendra au terme de sa durée prévue de trois ans.

### Appuis et critiques

Sitôt formulées, ces trois recommandations ont reçu l'appui de la ministre. «Les représentants des universités et des étudiants seront donc invités à prendre part au comité de suivi que j'entends mettre en place très bientôt», a-t-elle annoncé.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a derechef dénoncé la volonté de la ministre Courchesne d'aller de l'avant avec son projet de règlement. Les chefs d'établissement se disent convaincus que cette mesure nuira à la qualité des services offerts sur les campus.

Le règlement prévoit que les plafonds fixés par Québec pourront être dépassés si, et seulement si, des ententes sont conclues avec les associations étudiantes.

«Il va de soi que le maintien de la qualité des services ne peut être assuré que si les frais imposés correspondent aux coûts réels. Agir autrement privera les étudiants de ressources en évolution constante, étroitement associées à leur formation universitaire», a dit Heather Munroe-Blum, présidente de la CREPUQ.

De son côté, la Fédération universitaire du Québec a bien accueilli la position du CCAFE.

Seul bémol, la FEUQ aurait préféré que le CCAFE évalue l'impact la hausse des frais afférents sur la fréquentation universitaire.



Le vendredi 11 avr 2008

## L'accord France-Québec sur les diplômes pas encore réglé

**Michel Dolbec**

La Presse Canadienne  
Paris

**L'entente France-Québec sur la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles, que le président Nicolas Sarkozy et le premier ministre Jean Charest ambitionnent de signer en octobre, en est encore au stade la feuille blanche, ou presque.**

Le nouveau ministre français de la Coopération et de la Francophonie, Alain Joyandet, qui pilote les négociations pour la France, l'a reconnu vendredi à Paris, mais sans s'en émouvoir outre mesure.

«On n'est pas très avancé. Je ne veux pas dire que la feuille est blanche, mais presque», a dit le ministre, qui s'apprête à effectuer sa première visite au Québec. «Mais ce n'est pas anormal. On a largement le temps», a-t-il ajouté.

Cette entente, qui vise au final à favoriser la mobilité de la main d'oeuvre, est le chantier prioritaire des relations France-Québec. Jean Charest, qui en a eu l'idée, l'a évoquée à plusieurs reprises avec le président Sarkozy et le premier ministre François Fillon, qui ont tout de suite adhéré au projet. De part et d'autre, on s'est fixé comme objectif de signer l'accord l'automne prochain, lors de la visite à Québec du chef de l'Etat français, en marge du sommet de la Francophonie.

Le projet est très ambitieux. Des médecins aux arpenteurs-géomètres en passant par les urbanistes, les comptables ou les hygiénistes dentaires, Paris et Québec veulent harmoniser les diplômes et les standards de plusieurs dizaines de corporations (45 dans le cas du Québec), souvent enclines à protéger leurs acquis.

En janvier, Gil Rémillard a été nommé négociateur en chef pour le Québec. Alain Joyandet a pour sa part succédé au ministre Jean-Marie Bockel, il y a trois semaines à la faveur d'un remaniement ministériel. Lundi prochain, M. Joyandet entreprend une visite qui le conduira à Ottawa, Montréal et Québec. Le dossier figure évidemment à son agenda.

Jusqu'ici, les pourparlers se sont résumés à deux ou trois réunions d'experts et à un certain nombre d'échanges téléphoniques. Un «avant-projet de texte» pourrait ressortir des discussions qu'auront les deux négociateurs la semaine prochaine, assure pourtant l'entourage du ministre.

On a du mal à imaginer toutefois que la France et le Québec pourront parvenir d'ici six mois à une entente détaillée. Dans ce cas, on se dirigerait plutôt vers un «accord cadre» qui «ne toucherait pas forcément l'ensemble des métiers et des professions.»

«On peut avancer sans aller dans le détail de choses, signer un accord cadre qu'on pourra ensuite décliner» explique Alain Joyandet, en insistant sur la «vraie volonté» des deux partenaires de voir aboutir le projet.

Au cours d'un récent entretien, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin avait

insisté lui aussi sur la détermination de Paris et de Québec.

«Tout est mis en œuvre pour qu'on puisse signer un accord en octobre. Et je pense que pas mal de progrès ont été faits», avait-il assuré.

Le vendredi 11 avr 2008

## Cyberintimidation: un sondage pour faire bouger le Québec

[Émilie Côté](#)

La Presse

**Les élèves sont davantage cyberintimidés que les enseignants, révèle un sondage mené auprès de 1200 membres de la Centrale des syndicats du Québec travaillant dans le milieu scolaire. Mais les trois quarts du personnel se sentent démunis face au phénomène.**

La CSQ presse le ministère de l'Éducation de sortir son plan de lutte contre la violence, promis et remis depuis plus d'un an. « Va-t-il falloir mettre des bandes autour des écoles avec des caméras ? » a lancé le président de la CSQ, Réjean Parent, au cours d'une conférence de presse. Il faisait référence à l'intervention rapide de la ministre Michelle Courchesne à la suite de la bagarre impliquant Jonathan Roy il y a quelques semaines.

Comme *La Presse* l'a démontré dans une série publiée en janvier, la cyberintimidation est un phénomène qui prend les écoles de court. « Nos membres trouvent qu'il serait important d'agir, mais ils sentent que leur établissement d'enseignement est démunis », a expliqué Luc Dallaire, conseiller à la recherche à la CSQ.

Plus de neuf membres sondés sur 10 considèrent que les écoles devraient être plus sévères envers les élèves qui intimident leurs camarades sur l'internet. La cyberintimidation devrait même faire partie des choses interdites dans leur code de vie.

Mais seulement 5 % des membres du personnel scolaire sondés ont déclaré avoir déjà été victimes de cyberintimidation ; le résultat est un peu plus élevé au privé (9 %). « Mais la cyberintimidation se vit davantage chez les jeunes », a indiqué M. Parent. Plus du quart des répondants connaissent au moins une victime de cyberintimidation. Dans la plupart des cas, ce sont des élèves. « Ce sont surtout des commentaires sur leur apparence ou des propos diffamatoires », a précisé M. Dallaire.

Toujours selon les intervenants scolaires sondés, la cyberintimidation se fait surtout par courriels (54 %), sur les sites de clavardage (20 %) ou par messages textes (11 %). Souvent, les jeunes empruntent les mots de passe de leurs camarades pour diffuser de fausses affirmations à leur sujet, ou encore pour en injurier d'autres en leur nom.

Selon M. Parent, ce sondage « sonne l'alarme » mais suscite aussi l'espoir. La conférence de presse avait lieu à l'école primaire Sainte-Germaine-Cousin, à Pointe-aux-Trembles, où une équipe a été formée pour prévenir la « violence indirecte » dont fait partie la cyberintimidation. Des élèves désignés sont même des « médiateurs » de conflit.

« Quand il y a un plan d'intervention, ça marche ! » a plaidé M. Parent. Mais le président de la CSQ a concédé que cette école faisait figure d'exception. Il faut un « leadership national » du ministère de l'Éducation. « On réclame un plan d'intervention », a-t-il dit.

La CSQ demande à Québec de déposer son plan de lutte contre la violence dans les plus brefs délais, et que la cyberintimidation en fasse partie. Ce plan a été promis il y a un an, puis avant Noël ; cela fait plusieurs mois qu'il doit être dévoilé dans « quelques semaines ».

Ce sera au printemps, a assuré hier Jean-Pascal Bernier, l'attaché de presse de Mme Courchesne. « Il s'en vient rapidement. Il est à la dernière phase de l'approbation des documents. » Mandaté par la CSQ, CROP a réalisé 1200 entrevues téléphoniques, du 6 au 19 février. Le sondage est précis à trois points près, 19 fois sur 20.



The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le jeudi 10 avr 2008

## **La création de places en service de garde a chuté sous les conservateurs**

La Presse Canadienne  
Ottawa

**La création de places en service de garde a chuté depuis la prise de pouvoir des conservateurs, conclut un rapport d'un groupe de recherche de Toronto.**

Quelque 26 600 places ont été créées à travers le Canada en 2006. La moyenne avait été de 32 600 hplaces entre 2004 et 2006, indique-t-on dans le document de la Childcare Resource and Research Unit, publié jeudi. Précédemment, près de 51 000 places en service de garde avaient été ouvertes chaque année entre 2001 et 2004.

La chercheuse Martha Friendly a fait valoir que les chiffres démontrent l'importance d'une politique fédérale forte et du financement de l'éducation de la petite enfance.

Mme Friendly a souligné que le Canada se situait loin derrière les pays européens qui offrent une telle direction et un tel support.

Les conservateurs ont remplacé un programme de 5 milliards \$ mis en place sous les libéraux par des transferts aux provinces et des mesures fiscales beaucoup moins imposantes, et par le versement aux familles d'une allocation imposable de 1200 \$ par enfant de moins de six ans.



Le jeudi 10 avr 2008

## Des enseignants victimes de cyberintimidation

**Rollande Parent**

Presse Canadienne

Montréal

**Un sondage mené auprès de 1200 membres de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pour mieux comprendre le phénomène de la cyberintimidation dans le milieu scolaire québécois démontre qu'il n'y a pas que les élèves qui en sont victimes. Des enseignants sont aussi intimidés, par des collègues et par la direction.**

Cinq pour cent des sondés du milieu de l'enseignement disent avoir vécu cette situation, à raison en moyenne de trois incidents distincts de cyberintimidation. Dans plus de la moitié des cas (54 pour cent), les insultes ou menaces sont venues par courriel.

Le sondage en question visait à cerner la perception de l'incidence de la cyberintimidation dans le milieu de travail des enseignants du préscolaire/primaire, secondaire, cégep, des professionnels et des employés de soutien.

On y apprend qu'un peu plus du quart (27 pour cent) des personnes sondées ont dit connaître au moins une personne ayant été la cible d'attaques ou de menaces par Internet. Selon celles-ci, les victimes sont d'autres élèves fréquentant l'établissement (45 pour cent), des enseignants (40 pour cent) et des élèves de leur classe (38 pour cent).

Le sondage indique que les attaques ou menaces en ligne prennent souvent la forme de commentaires sur l'apparence (38 pour cent), de propos diffamatoires (34 pour cent), de menaces de dommages corporels (20 pour cent) ou de commentaires sur le travail (16 pour cent).

À l'issue de la conférence de presse à ce sujet, jeudi, Luc Allaire, conseiller à la recherche à la CSQ, a illustré dans quelles circonstances des enseignants ont été «cyberintimidés».

«Il y a des gens pervers qui harcèlent volontairement, pour nuire à l'autre. Ça arrive. Par exemple, on a vu des cas où, à l'occasion d'une réduction d'effectifs, des messages disaient qu'un tel (enseignant) n'était pas bon de façon à ce que la personne visée s'en aille», a-t-il avancé.

«Des directeurs qui parfois veulent se débarrasser d'une personne au profit d'une autre vont utiliser le harcèlement pour que la personne parte d'elle-même plutôt que de la congédier directement», a-t-il ajouté.

Luc Allaire croit toutefois qu'il se trouve des gens qui harcèlent sans le savoir. «Ils font des commentaires et ne savent pas qu'ils blessent. Il faut faire en sorte qu'ils s'en rendent compte», a-t-il dit.

Pour sa part, le président de la CSQ, Réjean Parent, voit dans la cyberintimidation une autre forme de harcèlement.

«Au cours des années, on est passé du harcèlement sexuel au harcèlement psychologique et là on est à la cyberintimidation. Qu'un enseignant perçoive avoir été cyberintimidé par la direction qui lui a transmis un courriel où les paroles sont plutôt tendancieuses ne nous amènera pas à établir un plan distinct d'intervention contre les directions d'établissement», a-t-il commenté.

«Dans nos conventions collectives, des mécanismes sont prévus pour le personnel. Il faut intégrer la cyberintimidation à une question de harcèlement. Il y a des mécanismes pour porter plainte, faire enquête et obtenir satisfaction», a-t-il soutenu.

M. Parent demande un peu d'argent et du leadership à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. «On veut une ligne claire, une ligne directrice et des moyens pour permettre aux gens de se concerter, de travailler en réseau. Les sommes d'argent dont nous avons besoin pour faire travailler les gens ensemble sont insignifiantes», a-t-il affirmé.

## **QUEBEC: French no guarantee of landing job: study**

**The Ottawa Citizen**

Published: Monday, April 14, 2008

Simply speaking French does not appear to be enough to ensure that immigrants to Quebec are able to get jobs, suggests a new study of census figures. In fact, there is a sharp gap in employment figures between those whose mother tongue is French and allophones whose only official language spoken is French, according to the study of 2006 census figures by Jack Jedwab, executive director of the Association for Canadian Studies. Allophones are people whose mother tongue is neither French nor English. The analysis found that the gap between the two groups was worse in Quebec than in any other province and worse in Quebec's regions than it was in large cities such as Montreal. In Sherbrooke, for example, Mr. Jedwab found a gap of nearly 30 points in the employment level between francophones and allophones who spoke only French. In Montreal, the gap was 21.6 points. There could be a variety of possible causes for the results, ranging from lack of networks to find jobs, lack of Canadian experience and inability to have foreign credentials recognized, to outright discrimination, says Mr. Jedwab. The study also found that unemployment rates dropped significantly for allophones who were bilingual.



## Low ethics in higher education

The Ottawa Citizen Ottawa Citizen

*Monday, April 14, 2008*

We can't be certain how many students in Canada's universities are cheating. But what we do know is cause for concern.

Many post-secondary institutions have only just started tracking the numbers; some still don't. So it's hard to assess trends from generation to generation. Some statistics do suggest, though, that cheating is getting worse. As Pauline Tam recently reported in the Citizen, the University of Ottawa has seen far more cases of academic misconduct in the early years of the 21st century than it saw in the dying years of the 20th century. Department-specific numbers at Carleton University are also going up. Some other Canadian universities show similar findings.

It might be that professors and administrators have started taking cheating more seriously. The numbers vary from school to school, suggesting that attitudes and policies do make a difference in how many cheaters get caught.

The high numbers at some schools might also reflect the fact that detecting plagiarism has become as easy as typing a sentence into a search engine. Conversely, the Internet has made cheating easier. Cutting and pasting is faster and feels more anonymous than copying out sections of a book by hand. In the old days, finding little-known but relevant passages to plagiarize probably took nearly as much work as writing an original assignment would have. Not any more.

When students had access only to the work of their classmates, or of entrepreneurial students in neighbouring schools, it was difficult to get away with passing off someone else's work as one's own. The pool is much bigger now. Students can buy essays from all over the world, on any topic imaginable.

The Internet could be having subtler effects, too. This generation has become used to the idea that information is public, available and free. It's a wonderful time to be a scholar -- but it might be a dangerous time to be a student.

Professors marvel at the sense of entitlement that many undergraduate students demonstrate these days. They aren't used to working for information. So when a professor insists they take their own notes in class, students rebel. Why formulate their own arguments when countless others have done the same work before?

University classes have grown, which might also be giving students a dangerous sense of anonymity. Credential creep means more students feel compelled to pursue post-secondary education, even though they don't really want to be there.

No social pressure or demographic trend can make a student to cheat, though, if that student has a strong sense of personal ethics. If 18-year-olds don't have those ethics when they arrive at university, parents and public-school teachers must bear some responsibility.

Undergraduate programs are only partly about teaching young people the fundamentals of their chosen fields. They're also - and perhaps more importantly - about teaching young people how to understand lectures, to take good notes, to craft thesis statements and hypotheses, to look at other people's research with a skeptical eye.

The Canadian workforce will suffer if universities graduate people who haven't learned how to think, and who don't understand the meaning of fair play.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.  
CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.



## Henry Aubin . A third language for Quebec

**Henry Aubin**

Montreal Gazette

*Monday, April 14, 2008*

For a long time, anglophones' and allophones' opinions have been all but irrelevant to the language debate that pervades Quebec politics. If some of them didn't like the language laws imposed upon them, that was too bad; if others didn't mind, fine. Their opinions really mattered only when the courts got involved.

But that's subtly changing.

Because of the low birth rate and the retirement of the boomers, Quebec is already feeling labour shortages. They'll worsen. Premier Jean Charest says that Quebec will have 700,000 jobs to fill by 2012.

That means attracting newcomers will become ever more important for the economy. It will be a tough challenge. In the most exhaustive study of its kind, the Conference Board of Canada in December assessed the "attractiveness" to newcomers of Canada's 27 census metropolitan regions with populations greater than 100,000. The top cities were, in descending order, Calgary, Toronto and Vancouver. Montreal ranked an appalling 14th, behind even Abbotsford, B.C.

The researchers used 45 differently weighted criteria for determining what newcomers might find appealing. These included local economic health, the number of doctors per capita, and average commuting time. It's significant that the criteria omitted language and political stability -- Quebec's two big handicaps in drawing newcomers from either the rest of Canada or from abroad. Had they been included, you can be sure that Montreal's ranking would have been even worse.

All this to say that Quebec needs to make changes in many areas if it to compete for precious manpower. Language is just one of them.

I'm not suggesting that Quebec loosen Bill 101. Most Quebecers know that keeping this Holy of Holies generally intact is essential for political stability. Many anglos and allos also sympathize with francophones' attempts to make French flourish, and send their children to French schools, when the law does not require them to.

But what anglos and allos do care about is the actual quality of the French that their children learn. This concern has rarely surfaced during the decades of debate over language.

Anyone who's interested in making Quebec more attractive to newcomers ought to take a look at a little-noted study published last month by the Office québécois de la langue française. The Office made the study public the same day last month as 17 other studies. Little wonder it was lost in the crowd.

The study focuses on the two main forms of French spoken in Quebec. One is the international French, as commonly spoken by, say, Quebec cabinet ministers and Radio-Canada journalists. The other is Québécois-style French, popularized by comedians. It is often hard for francophones from other countries to understand.

The Parti Québécois's highest body, the executive, attempted last month to get the party to "reorient the teaching of French toward the acquisition of a standard Québécois language" - and thus away from international French as the standard. The attempt failed, but the attitude that it represents is widespread.

The OQLF study, *Les Québécois et la norme*, by Jacques Maurais, polled 300 allophones and 300 anglophones. It found that 67 per cent of allos would prefer that their children learn to speak international French rather than Québécois French. Among anglos, 57 per cent prefer the international model.

Unfortunately, the study did not poll francophone immigrants, a group that Quebec is particularly eager to attract. Their support for the international model would, of course, be even higher.

The point is that most of the people Quebec needs to attract want their children to learn a kind of French that will open them to the world.

The school system does not appear to be accommodating this reasonable desire. A study in 2005 for the OQLF by Luc Ostiguy says that a significant number of teachers in training have such an "imperfect" grasp of spoken international French that they would be "incapable of assuming fully the role of linguistic role model."

The international model is curiously out of fashion. Journalist Denise Bombardier has asked, "How long will we treat those who respect the language and try to speak it well as snobs and elitists? Why is a real Québécois someone who massacres the grammar and swears like a wagon maker?"

It won't be easy to uproot the attitude she denounces. But it's one of the many things that will need to change if Quebec is to attract the talented newcomers our economy will so badly need.

**Henry Aubin** writes for the *Montreal Gazette*.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.  
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.